**INTERVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DU VENDREDI 8 NOVEMBRE 2024**

**POUR LE SNUDI FO 43**

Chers Camarades,

Je vous apporte le salut fraternel du Syndicat FO des personnels des écoles publiques du département.

Je voudrais revenir sur la situation de Gaza. Ce qui se passe à Gaza est pire que ce que nous pouvions craindre. Au lendemain du 7 octobre, notre UD, mon syndicat, ma fédération et notre confédération se sont positionnés pour un cessez-le-feu immédiat en Palestine et en Israël. Et je suis fier des positions que nous avons prises ! C’est un véritable massacre qui se déroule sous nos yeux et sous les yeux complices des Nations occidentales qui laissent se dérouler le génocide à Gaza.

Après avoir détruit la quasi-totalité des écoles, universités, hôpitaux, le gouvernement Israélien n’entend pas s’arrêter. Il continue de bloquer les convois humanitaires et continue de massacrer la population et la Palestine compte plus de 45 000 morts depuis près d’un an.

Avec l’extension du conflit au Liban, à l’Iran sur le front du Moyen-Orient, l’entrée de la Corée du Nord sur le front Ukrainien, les “Va-en-guerre” se multiplient. Les budgets des pays occidentaux consacrés à l’armement ont explosé. Pour la France, la nouvelle Loi de programmation militaire 2024-2030 a été portée à 413 milliards d’euros. C’est 100 milliards de plus que la précédente. A Force Ouvrière nous ne faisons pas nôtre, l’adage, vieux de 2000 ans, “Si tu veux la paix, prépare la guerre”. Comme pour les travailleurs du monde entier, l’adage qui nous unit au 21ème siècle serait plutôt “si tu veux la paix, prépare la paix”.

**Alors mes camarades, plus que jamais nous avons raison de revendiquer la paix partout à travers le monde.**

Aujourd’hui Macron et son gouvernement annoncent qu’ils vont élever d’un cran supplémentaire  le niveau des efforts demandés aux salariés et placer l’austérité budgétaire comme règle pour nos services publics sous couvert de vouloir faire des économies.

Et alors que nos conditions de travail ne cessent de se dégrader comme en témoignent les dizaines de registres Santé et Sécurité au travail remplis par nos collègues chaque année. Ils ont annoncé la suppression de 4000 postes à l’Education nationale dont 3155 rien que dans le premier degré public.

L’an dernier, nous avons vécu une mobilisation historique des parents d’élèves et des personnels pour refuser les fermetures de classes. Aux 4 coins du département les mobilisations étaient énormes. Du jamais vu : rassemblements, blocages, occupations d’écoles, pétitions réunissant des centaines de signatures, manifestations. La colère et la détermination étaient immenses et nous avons réussi à faire reculer l’inspecteur d’académie sur quelques situations.

Mais les chiffres annoncés pour l’an prochain sont sans commune mesure par rapport à ce que nous avons vécu jusque-là. SI nous les laissons faire, il faudra se préparer à l’annonce de dizaines de fermetures de classes et d’écoles pour la rentrée prochaine. Et si le gouvernement confirme ses annonces, nous serons à l'initiative pour réunir les collègues et les parents, et pour organiser la résistance partout comme nous l’avons toujours fait !

Ils ne prévoient aucune création de poste de remplaçants, de personnels d’encadrement, de personnels infirmiers, de médecins, d’assistants sociaux etc etc.

Rien pour les  24 000 élèves qui relèvent de structures spécialisées et adaptées qui ne peuvent pas y être scolarisés faute de place.

Et toujours aucune réponse aux revendications urgentes des AESH. Ils annoncent la création de 2000 postes d’AESH. Mais où trouveront-ils 2000 personnels sous-payés, sans statut, déplacés comme des pions avec un temps partiel imposé et exerçant dans des conditions de plus en plus difficiles ? Toutes ces annonces provoquent la colère des personnels.

Mais ce n’est pas tout !

Ils annoncent maintenant vouloir rallonger de 1 à 3 jours le délai de carence pour les fonctionnaires et baisser le traitement indiciaire perçu pendant des arrêts de maladie ordinaire.  Ajoutons à cela une possible deuxième « journée de solidarité » Comment ne pas y voir une énième provocation?

L’immense majorité des travailleurs de ce pays n’a pas voté pour ça. Elle l’a même rejeté à 3 reprises dans les urnes. Et c’est cette politique insupportable que  des dizaines de millions de Français ont manifesté à 14 reprises pour exiger l’abrogation de la réforme des retraites Macon/Borne.

En nommant Barnier 1er Ministre, Macron a annoncé la couleur. Il a décidé de faire un véritable bras d’honneur aux millions qui ont exprimé le rejet de cette politique. Barnier a confirmé :

* qu’il allait continuer de détruire les services publics
* qu’il n’entendait pas répondre aux revendications salariales
* qu’il était hors de question d’abroger la réforme des retraites

Lors d’une réunion syndicale, une collègue disait “Nous nous sommes fait voler notre vote! On ne peut pas se faire voler encore notre retraite. Je me fiche d’où proviendra le texte qui fera tomber la réforme des retraites, le principal c’est qu’elle tombe car on ne pourra pas tenir”. Mes camarades, elle a raison !

Dans ce contexte, nous avons une responsabilité immense ! Il est hors de question que des calculs politiciens viennent bafouer les revendications majoritaires des salariés et en particulier concernant l’abrogation de la réforme des retraites.

Comme en 2019, Force Ouvrière doit être le catalyseur de la colère et de la mobilisation. En 2019, la grève déterminée et reconduite nous avait permis d’obtenir le retrait du projet de réforme des retraites par points.

C’est dans ce cadre que s’est tenu le meeting national FO du 26 octobre pour relancer la bagarre contre la réforme des retraites. Nous étions d’ailleurs une quarantaine de camarades du département parmi les 2000 qui étaient présents. Nous avons envoyé un message clair aux autres Confédérations, pour FO l’urgence est l’abrogation de la réforme !

Mes camarades, face à ce gouvernement illégitime et plus fragile que jamais c’est le moment d’y aller! Et pour reprendre les mots de notre camarade Frédéric Souillot lors du meeting : oui, l'abrogation de la réforme des retraites est à portée de main ! Car nous disposons d’une fenêtre de tir évidente !

Et je crois mes camarades, qu’il n'y a pas à tergiverser, face à ce gouvernement qui ira jusqu'au bout, la solution nous la connaissons. Le gouvernement lui-même nous l'a dit pendant la grève contre la réforme des retraites. C'est bien le vers le blocage du pays que nous devons aller. **Et les salariés de Boeing et les Dockers aux USA nous ont montré la voie en obtenant satisfaction sur les revendications après un blocage massif !**

Alors, oui je suis bien d’accord, le bouton rouge de la grève générale n’existe pas et c’est aux salariés de décider de la grève, mais je suis convaincu que des prises de positions claires des confédérations, et en particulier la nôtre, aideraient !

C'est par l'action déterminée sur des revendications claires, que nous pourrons obtenir satisfaction. Arracher l’abrogation de la réforme des retraites nous permettra d’aller chercher toutes nos autres revendications !  La colère est toujours immense et la détermination est intacte.

Au plan national, la FNEC FP-FO participera à l’intersyndicale proposée par la FSU. Alors bien sûr nous irons pour discuter de la situation des attaques sans précédent. Mais nous irons surtout discuter de l’organisation de la mobilisation et ce dès maintenant. La FNEC FP FO appelle à tenir des AG et des réunions partout où c'est possible dès à présent. Au regard de la situation, les discussions et les décisions collectives avec les personnels ne doivent pas être différées.

C’est évident qu’il faut y aller maintenant, c’est pourquoi nous le SNUDI FO a d’ores et déjà pris des dispositions pour réunir les collègues. Comme à Trevas ou à St Didier où les personnels ont rédigé des motions en indiquant qu’ils n’en pouvaient plus et qu’il était urgent d’agir pour exiger :

* Que le projet de 3jours de carences ne voit pas le jour
* L’annulation des 4000 suppressions de postes
* 10% d’augmentation
* L’abrogation de la réforme des retraites

Et ils concluent en indiquant : « l’appel à la grève du 21 novembre des cheminots ne pourrait-il pas constituer un point d’appui pour une mobilisation de grande ampleur ? » Mes camarades ils posent les bonnes questions !

Nous avons prévu des réunions à : Tence, à Ste Sigolène, au Pertuis, Au Puy à Bournoncle et d’autres réunions sont en cours de préparation pour discuter de la situation et des moyens pour faire aboutir nos revendications.

Nous avons proposé aux autres organisations syndicales de l’Education Nationale une intersyndicale pour discuter de la situation et des initiatives à prendre au plan départemental pour construire la mobilisation.

Pour conclure, je crois que c’est ce qu’il nous reste à faire partout où cela est possible car je suis persuadé que c'est comme cela que nous arriverons à faire sauter les verrous, par la méthode des assemblées générales, des réunions de salariés qui discutent, qui décident et qui agissent.

Vive le SNUDI-FO 43

Vive l'UD FO 43

Vive la CGT FO